



Rentrée scolaire 2025 : la répartition des postes d'enseignants suscite des questions

Violaine Morin

Si des suppressions de postes ne sont pas prévues, de nombreuses classes vont fermer en septembre et les budgets des collèges et des lycées sont revus à la baisse. Les académies ont misé sur les postes de remplaçants, l'ouverture de places en lycée professionnel et les dispositifs d'inclusion scolaire.

Certains auraient presque des doutes : est-on vraiment sûr que le gouvernement a renoncé à supprimer 4 000 postes d'enseignants pour la rentrée 2025 ? Le premier ministre, François Bayrou, a annoncé, à la mi-janvier, avoir annulé cette mesure d'économie proposée dans le budget 2025 par son prédécesseur, Michel Barnier – accédant ainsi à une demande du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Mais sur le terrain, tout porte à croire que des postes ont bel et bien été supprimés. Et c'est d'ailleurs le cas dans le détail, puisque le premier degré perd 470 postes (rebasculés sur le second degré), pour tenir compte d'une baisse de 80 800 élèves de la maternelle au CM2.

Ainsi, environ 128 classes vont fermer dans le Rhône et dans le Pas-de-Calais, 119 en

Seine-Saint-Denis, selon un décompte transmis par le syndicat majoritaire du premier degré, le SNUipp-FSU. Le rectorat de Paris a confirmé un solde de 141 classes fermées. Certes, les enfants sont moins nombreux, et l'éducation nationale y répond en assurant que le « taux d'encadrement » – le nombre d'enseignants par élèves – s'améliorera. Il atteindra 6, 13 professeurs pour 100 élèves contre 6, 05 à la rentrée 2024.

Une baisse démographique invisible

Derrière l'apparent « jeu à somme nulle », qui consiste à ne supprimer aucun emploi au total, de grands mouvements de bascule ont ainsi lieu, car l'éducation nationale assume des choix stratégiques. Dans le premier degré, la logique du renforcement à la fois des viviers de remplaçants – appelés « brigades de remplacement » pour l'école primaire – et de l'accompagnement des élèves en situation de handicap se fait durement sentir dans le total des fermetures. Ainsi, toujours selon le SNUipp-FSU, la rentrée 2025 sera marquée par un solde de 2 584 classes fermées (plus de 5 000 fermetures et 2 500 ouvertures).

Certes, reconnaissent les syndicats, le premier degré connaîtra la plus forte baisse démographique.

« Mais en réalité, 80 000 élèves en moins, cela fait une moyenne de 800 élèves par département, calcule Guislaine David, cosecrétaire générale du SNUipp-FSU. Si on considère qu'un département moyen compte 400 écoles, la baisse est de deux élèves par école. C'est ce que nous disent les enseignants : dans certains secteurs, ils ne voient pas la baisse démographique. » Sur le terrain, les deux logiques se cumulent : les rectorats misent sur des postes « invisibles » (les remplaçants ou l'appui aux élèves en situation de handicap). Et ce sur la base d'une baisse démographique, elle aussi invisible. Dans l'académie de Poitiers, les enseignants dénoncent une répartition qui revient, en pratique, à organiser la pénurie, avec 30 emplois en moins pour la rentrée 2025 dans les écoles primaires. « Le rectorat veut améliorer les remplacements d'urgence, qu'on appelle les "brigades d'appui", souligne



Sandrine Dumas, responsable syndicale à la CFDT-Education dans les Deux-Sèvres. Malgré un dialogue de qualité, avec de l'écoute, ça ne peut pas marcher, puisqu'on ne fait que gérer les postes qu'il faut rendre. » Dans cette même académie, le constat vaut pour le second degré. La responsable locale du SNES-FSU, Christelle Fontaine, insiste : « La préparation de rentrée est devenue désespérante. On n'a plus de choix, plus d'initiative possible. »

Des coupes jamais compensées

Pour le second degré, où l'on prévoit quelque 11 000 élèves en moins et 324 emplois en plus, le ministère explique avoir favorisé « la création de nouvelles unités localisées pour l'inclusion scolaire, d'unités d'enseignement autisme et des pôles d'appui à la scolarité », mais aussi la mise en œuvre du « choc des savoirs », ce dispositif pour le collège voulu par Gabriel Attal, qui implique plus de postes dévolus à « l'accompagnement des élèves les plus fragiles » en 4e et en 3e.

Des coupes dans les postes distribués se font donc durement sentir pour les lycées. « Les postes basculent un peu des lycées généraux vers les collèges, où la mise en place du "choc des savoirs" mange des moyens », rappelle Sophie Vénéritay, du SNES-FSU. « Mais aussi et surtout, ajoute-t-elle, le ministère a décidé d'ouvrir des places en filière professionnelle et de reconstituer les viviers de remplaçants », premiers ciblés lors des coupes budgétaires opérées dans les années 2000, notamment sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Par exemple, dans l'académie de Clermont-Ferrand, le SNES-FSU a recensé 33 « équivalents temps plein » supprimés en collège, 22 en lycée général et technologique, mais 42, 5 emplois de remplaçants supplémentaires. « En soi, quand on voit l'état du remplacement, ce n'est pas délirant, conclut Sophie Vénéritay. Mais avec une enveloppe restreinte, si vous mettez tout sur le remplacement, cela se voit. » Ces répartitions se font dans un contexte où les coupes budgétaires des années 2000 n'ont, en réalité, jamais été compensées : dans le secondaire, les effectifs de 45 000 enseignants remplaçants en 2006 ont fondu à un peu plus de 20 000, dont seuls 9 000 sont encore des titulaires.

Autre exemple, l'académie de Rennes devra fonctionner l'an prochain avec 46 emplois supprimés dans le second degré, pour une baisse démographique de - 0, 8 % dans les collèges et les lycées. « Mais ces suppressions s'ajoutent aux 80 postes supprimés l'année dernière [en 2024] », rappelle Mathieu Maheo, le représentant du SNES-FSU dans l'académie bretonne. Le syndicat a calculé que pour retrouver les taux d'encadrement « d'il y a vingt ans », c'est-à-dire avant les suppressions du quinquennat de Nicolas Sarkozy, il faudrait 1 000 emplois supplémentaires en Bretagne. « Et les élèves ne sont pas les mêmes qu'il y a vingt ans, ajoute l'enseignant d'Ille-et-Vilaine. Il y a les questions d'inclusion et les écarts qui se sont creusés, entre les élèves les plus performants et ceux qui le sont moins. »

« Concurrence avec le privé »

Pour Luc Grimont, secrétaire général de la CFDT de l'enseignement public en Bretagne, la distribution des moyens révèle aussi une absence de planification à long terme. Si l'on ne peut pas toujours prévoir quand et où les familles déménagent, de grands mouvements sont cependant prévisibles. La région, dans une étude conjointe menée avec l'Institut national de la statistique et des études économiques, prévoit, par exemple, qu'après un pic en 2026, il y aura 16 000 lycéens de moins en Bretagne en 2040 par rapport à 2023. « Qu'est-ce qu'on fait, dans ce contexte, pour proposer un service public de qualité, dans une région où la concurrence avec le privé est aussi forte ? », interroge le syndicaliste.

De son côté, l'éducation nationale refuse de commenter les chiffres obtenus de source syndicale – les derniers ajustements pouvant avoir lieu jusque tard dans l'année. « Le processus de préparation de la carte scolaire, et donc de détermination des mesures d'ouverture et de fermeture de classes, est en cours, et il est donc encore trop tôt à ce stade pour dresser un bilan précis des ouvertures et des fermetures de classes », précise-t-on Rue de Grenelle. ■

